Les Nations Unies allègent leur présence au Burundi

@rib News, 02/01/2011 – Source AFPLe Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB), en place depuis le 1er janvier 2007, a changé de nom et de mandat, devenant depuis ce samedi 1er janvier 2011 une «Â structure plus légà re Â», le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), selon la résolution 1959 du Conseil de sécurité de l'ONU personnel de la nouvelle structure devra passer de quelque 450 personnes à 50 à 60 personnes. Le BNUB sera dirigé par Mme Karin Landgren, une Suédoise actuellement représentante adjointe de l'ONU au Népal, et qui doit prendre son poste en février, selon le ministà re burundais des Relations extérieures.

«Â Le Burundi et sa population ont fait de grands progrÃ"s pour éradiquer la violence politique et pour consolider la paix Â», estime un communiqué de presse du BINUB. «Â Ces progrÃ"s restent toutefois fragiles, si bien que la Communauté internationale doit continuer d'appuver le pays, notamment par le biais d'une "structure plus IéqÃ"re" que l'actuel BINUB », justifie le communiqué. Selon des sources onusiennes, «Â l'ONU a décidé de créer cette nouvelle structure plus petite et plus discrà te suite à la demande pressante de Bujumbura, qui ne voulait plus de cette tutelle Â».«Â L'opposition n'est pas satisfaite par ce changement de mandat, car le moment est trà s mal choisi Â», a réa Frédéric Banvuginyunvira, au nom de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), une plate-forme de l'opposition constituée d'une dizaine de partis, dont l'ex-rébellion des FNL qui s'est retirée du processus électoral. «Â On avait demandé que le BINUB reste en l'état à cause de la violence qui est en train de renaître et de l'intolérance politique qui caractérise ce pouvoir. Mais on n'a pas été entendu Â», a-t-il regretté.Des explosions de grenades ont provoqué la m de trois personnes et en ont blessé huit la nuit du Nouvel An dans la capitale burundaise et la province, selon des sources militaires et médicales.Le Burundi traverse une grave crise politique depuis les dernià res élections générales de cet été, remportées trÃ"s largement par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition pour cause de fraudes massives.Les actes de violence (embuscades, attaques, viols, assassinats ciblés) se sont multipliés et ont été suivis de centaines d'arrestations dans les rangs de l'opposition et de cas de tortures et d'exécutions sommaires.Le Burundi sort de 13 ans d'une guerre civile entre une rébellion hutue et l'armée dominée par la minorité tutsi. Le conflit a fait plus de 300 000 morts.